



**HAL**  
open science

## Des Archives de la Planète aux archives de la guerre : “ réalités invisibles, notre raison doit les discerner 1 ”

Anne Sigaud

### ► To cite this version:

Anne Sigaud. Des Archives de la Planète aux archives de la guerre : “ réalités invisibles, notre raison doit les discerner 1 ”. Réalités (in)visibles [Texte imprimé] : autour d’Albert Kahn, les archives de la Grande guerre / sous la direction de Valérie Perlès et Anne Sigaud, 2019, 978-2-36306-260-4. hal-03762966

**HAL Id: hal-03762966**

**<https://hal.science/hal-03762966>**

Submitted on 23 Sep 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Les Archives de la Planète pendant la Première Guerre mondiale : « réalités invisibles, notre raison doit les discerner<sup>1</sup> »**

Anne Sigaud

Chargée de recherche au musée départemental Albert-Kahn, doctorante en histoire contemporaine à Sorbonne Université (SIRICE)

Depuis la création, il y a quatre décennies, du musée départemental Albert-Kahn, le banquier et ses fondations ont suscité de nombreuses recherches. Confronté à la disparition des archives d'Albert Kahn consécutivement à sa ruine en 1932, le musée a coordonné un travail de longue haleine de reconstitution de sa biographie, de son réseau et de la chronologie de son œuvre en prenant soin de discerner quels ressorts symboliques et scientifiques guident celle-ci et de quelle façon elle résonne avec les enjeux de son temps<sup>2</sup>. Le milieu académique s'est plus particulièrement intéressé à la collection des Archives de la Planète et, à travers un prisme tantôt esthétique, tantôt philosophique, ou les deux à la fois, l'a souvent interrogée dans son épaisseur temporelle, révélant une tension constante entre tradition et avant-garde, attention au présent et anticipation, documentation et archives<sup>3</sup>.

Depuis 2012, le projet scientifique et culturel renouvelé du musée départemental Albert-Kahn invite à poursuivre le travail de contextualisation des Archives de la Planète en se concentrant sur les notions d'intentionnalité et d'usage et en adoptant une démarche scientifique systématiquement comparatiste. Un comité scientifique pluridisciplinaire travaille à qualifier la nature de la collection en la confrontant à diverses expériences contemporaines menées dans les domaines de l'actualité, de la géographie, du voyage et de l'ethnologie<sup>4</sup>. Une politique de recherches thématiques pluriannuelles a également été initiée et inaugurée avec un programme sur le fonctionnement des Archives de la Planète pendant la Première Guerre mondiale, dont le présent ouvrage est la restitution.

La contribution qui suit<sup>5</sup> propose une reconstitution des conditions de production et d'utilisation des Archives de la Planète, ainsi que du discours porté sur et par les images entre 1914 et 1918. Les chapitres suivants, confiés aux collègues avec lesquels il nous a été donné de dialoguer tout au long de la recherche, ont deux objets. On examinera d'abord dans quelle mesure un contexte, une intention, une modalité d'usage ou des cadres techniques retentissent sur les formes, l'esthétique des images. Ensuite, la présentation d'exemples comparables d'entreprises de production et de collecte d'archives de la guerre permettront de situer les Archives de la Planète dans un mouvement général qui veut et doit faire archive. En divers lieux, où souvent les mêmes personnalités se croisent sans pour autant vraiment se rencontrer, se jouent de manière récurrente des complémentarités tout autant que des rivalités entre privé et public, individuel et collectif, mémoriel et scientifique, amateur et institutionnel, document et archive, image et texte.

Une grande surprise, lors de la recherche comparatiste, fut de constater la très faible originalité des Archives de la Planète pendant cette période. Faible originalité des formes, faible originalité des thèmes, syntonie avec les images des actualités et celles de la propagande. Leur conformité en particulier avec les images véhiculées par la propagande d'État nous a conduite à tenter de préciser la nature de ce lien et nous en sommes arrivée à la conclusion que, pour le comprendre, la notion de milieu socioculturel était fondamentale.

Disons-le dès à présent, Albert Kahn sera souvent absent des lignes qui suivent, car l'histoire de ses fondations<sup>6</sup> est avant tout l'histoire d'une mise à disposition de moyens. Depuis 1898, ces moyens servent deux programmes politiques. Celui des « républicains sociaux<sup>7</sup> », milieu politique groupé autour du parti radical, et celui du mouvement coopératif, largement animé par des savants, des intellectuels habitués à participer à l'élaboration des politiques publiques dans le cadre des conseils supérieurs et autres organes consultatifs de l'administration mis en place dans les premières années de la III<sup>e</sup> République. Pendant les décennies 1890-1910, ils s'attachent à perpétuer et à consolider leur influence par le vecteur d'associations et de groupements envisagés comme des auxiliaires de l'État – c'est le cas par exemple de la Ligue de l'enseignement<sup>8</sup>. S'auto-investissant guide, voire constructeur du sentiment national, ce milieu, avec à sa tête des personnalités comme Ernest Lavisse<sup>9</sup>, Ferdinand Buisson<sup>10</sup> ou Louis Liard<sup>11</sup>, travaille subséquentement à la création d'une élite *ad hoc*, d'une jeunesse instruite capable de se faire l'instrument du programme ; c'est l'un des objectifs de la réforme universitaire qui aboutit en 1896<sup>12</sup> et dont les bourses Autour du Monde d'Albert Kahn (1898) sont une émanation.

La stratégie de formation de cette nouvelle « classe politique et intellectuelle<sup>13</sup> » comprend une dimension internationale par souci d'adaptation aux réalités du temps, par un effet d'émulation consécutif à l'internationalisation de la circulation des savoirs, par volonté aussi d'atteindre l'excellence et de rayonner, car l'idée progresse que l'université participe à la grandeur nationale<sup>14</sup>. La mince fraction universitaire consciente de ces enjeux rencontre là une non moins mince fraction de la classe politique qui, autour de personnalités comme Léon Bourgeois<sup>15</sup> ou Paul d'Estournelles de Constant<sup>16</sup>, au sein d'associations comme l'Union interparlementaire, la Conciliation internationale, le comité France-Amérique, ou encore le dialogue parlementaire franco-allemand qu'Albert Kahn soutient, promeut une pratique renouvelée des relations internationales. Cette vision est fondée sur le jurispacifisme<sup>17</sup> et une sociabilité privée élitiste visant à renforcer les efforts de compréhension mutuelle entre grandes nations, sans perdre de vue le maintien de la vitalité de la France et de sa position dans le monde. La société Autour du Monde (1906) est créée dans cet esprit. Albert Kahn a donc un projet, une idée : servir le progrès social, servir la République, servir la nation, servir l'humanité. Mais il en scinde la réalisation en fondations qui sont autant de facettes, chacune d'elles étant confiée à une personne ou à un groupe de personnes, qui se l'approprient avec leur agenda, leurs besoins, leurs intentions propres. Avec les Archives de la Planète, chargées « d'établir comme un dossier de l'humanité prise en pleine vie<sup>18</sup> », dont le volet photographique est confié au géographe Jean Brunhes et dont le volet cinématographique est approprié par des acteurs divers<sup>19</sup>, nous avons affaire à une production culturelle qui, voulue et financée par un homme, dépend dans sa gestion quotidienne d'une succession de moments et d'une multiplicité d'individus. Par leur dialogue permanent – et pas toujours fluide – avec les autres fondations, les Archives de la Planète reflètent un milieu particulier, qui vit dans un moment particulier. Le comportement de ce milieu pendant la Grande Guerre a déjà été largement étudié. Intellectuels en tête, il a mené la guerre du « Droit » et de la « Civilisation<sup>20</sup> » et s'est illustré dans ce qui a été dénommé le « pacifisme patriotique<sup>21</sup> ». Dans un mouvement bien connu aussi, il est passé d'une phase d'auto-mobilisation anticipant et accompagnant les besoins de l'État à une phase de fusion avec ce dernier, lorsqu'au creux de l'année 1917 il a pris en main la phase vitale de remobilisation des esprits<sup>22</sup>. Ce sont les

conditions de participation des Archives de la Planète à cette histoire que nous allons présenter ici.

## **1914-1915 : auto-mobilisation générale vers la guerre totale**

### **Des stratégies multiples de collecte de photographies**

Si la production cinématographique des Archives de la Planète s'interrompt à Boulogne jusqu'à la fin de 1916, le laboratoire photographique, en revanche, n'est désorganisé que peu de temps. Parmi les membres de l'équipe, seul l'autochromiste-cameraman Stéphane Passet part pour le front, dans un régiment d'artilleurs. Albert Kahn et le photographe Auguste Léon sont trop âgés pour être mobilisés, l'autochromiste Georges Chevalier est exempté. Jean Brunhes, proche de la limite d'âge, est dans un premier temps versé dans les services auxiliaires puis, seul avec trois enfants à charge suite au décès de son épouse survenu en octobre 1914, il est rendu à la vie civile en décembre, mais reste mobilisable à tout instant.

À la fin du mois d'octobre 1914, Albert Kahn commande à Jean Brunhes « des vues du théâtre de la guerre<sup>23</sup> », ce qui pose le problème de l'accès aux champs de bataille. Cet accès étant strictement réglementé et l'obtention d'autorisations de circuler et de photographier étant aléatoire car dépendant du bon vouloir des autorités militaires locales, plusieurs stratégies complémentaires de collecte de photographies sont mises en place.

En faisant porter ses demandes par le ministère de l'Instruction publique au titre de son professorat au Collège de France et en arguant du caractère scientifique de son projet<sup>24</sup>, Jean Brunhes parvient entre décembre 1914 et mai 1915 à diriger quatre missions en autochromes en trois points différents du front. Ces quatre déplacements permettent de constituer un corpus de six cent trente items, désigné dans la documentation d'époque<sup>25</sup> sous l'intitulé « Régions dévastées ».

Jean Brunhes échoue en revanche à accéder à Reims bombardée, de même qu'à visiter le front belge. Début 1916, les missions de presse encadrées par des officiers se généralisant, il s'agrège à des groupes de journalistes pour visiter les Vosges, les côtes de Meuse et une zone tenue par l'armée britannique<sup>26</sup>. En ces trois occasions, il peut approcher des premières lignes et, ces conditions de terrain étant incompatibles avec la pratique très statique de l'autochrome<sup>27</sup>, il réalise des photographies en noir et blanc<sup>28</sup>.

Depuis les fronts de l'Oise en 1915 puis de la région de Verdun en 1916, Stéphane Passet adresse des autochromes qui sont enregistrées par lots environ tous les trimestres. D'après son témoignage, Albert Kahn aurait obtenu pour lui une autorisation permanente de photographier<sup>29</sup> et l'aurait accompagné, pendant ses jours de repos, de cantonnement en cantonnement, avec sa voiture personnelle.

Dans les tranchées du Pas-de-Calais, un principe de collecte directe est mis en place à partir de mai 1915 auprès de deux soldats du rang jusqu'ici inconnus aux Archives de la Planète : le brancardier André Bernardel, qui fournit des plaques stéréoscopiques en noir et blanc, et l'artilleur Robert Chastenet, dont on reproduit des tirages sur papier<sup>30</sup>. L'histoire de la rencontre entre les Archives et ces deux opérateurs totalement occasionnels n'est pas précisément documentée mais semble reposer entièrement sur des relations privées<sup>31</sup>.

De décembre 1914 à août 1916, ce sont ainsi près de mille cinq cents photographies en rapport avec

la guerre – dont mille autochromes – qui entrent dans les collections<sup>32</sup>. Elles forment un ensemble cohérent qui représente principalement les régions dévastées et les scènes de cantonnements, désignées comme « scènes de tranchées ». À ces thèmes majoritaires s'ajoutent de petits corpus plus marginaux : des portraits de blessés réalisés dans deux hôpitaux militaires, des vues de Paris, de régions françaises ou de monuments historiques prises en marge de divers déplacements d'Albert Kahn ou de Jean Brunhes, et quelques portraits d'amis et de collaborateurs.

Constante invariable aux Archives de la Planète, ces images connaissent une diffusion extrêmement restreinte. Du fait de la volonté expresse d'Albert Kahn, leur projection est réservée à des présentations intimes à son domicile de Boulogne-sur-Seine, aux leçons de Jean Brunhes au Collège de France<sup>33</sup> et à une séance solennelle annuelle à la Sorbonne. Occasionnellement toutefois, il donne l'autorisation à Jean Brunhes ou à d'autres savants de les utiliser pour illustrer des conférences ponctuelles. À Boulogne, une dizaine de séances privées par an rassemblent ainsi cinq à dix spectateurs chacune. Au Collège de France ou à la Sorbonne, la popularité de Jean Brunhes peut remplir un amphithéâtre, mais à raison d'une dizaine de conférences par an nous sommes loin de l'audience d'un Jules Gervais-Courtellemont, dont les spectacles déplacent les foules<sup>34</sup>.

Les séries photographiques de 1914-1916 touchant directement le thème de la guerre connaissent une fortune privée honorable. Les « régions dévastées » et les « scènes de tranchées » sont fréquemment projetées à Boulogne, mais sur une durée courte, n'excédant pas la stricte chronologie du conflit. Les images de blessés sont présentées une fois, devant le docteur Tuffier, président de l'Office national des mutilés, mais nous en savons peu sur les motivations exactes qui ont conduit Jean Brunhes à s'intéresser à cette question de manière très circonscrite. Le croisement entre les images, pour certaines très techniques, et son carnet de notes personnel<sup>35</sup> permet toutefois de supposer qu'il s'intéresse à un type particulier de chirurgie réparatrice, à relier peut-être à l'activité de son ami intime le docteur Bassuet, qui aurait pendant la guerre « pratiqué de la chirurgie intéressante<sup>36</sup> ».

Pour ce qui est de leur présentation publique, pendant les années universitaires 1915 et 1916, Jean Brunhes ne montre au Collège de France pas d'autres autochromes récentes que celles des régions dévastées, et il les utilise très peu. Il maintient en 1915 son programme annoncé avant le déclenchement du conflit sur la « géographie de la France » et traite en 1916 de la « géographie de l'histoire ». Il appuie ces deux démonstrations sur une étude très fouillée du front, mais il n'a pas du tout recours, par exemple, aux photographies de tranchées. À deux reprises, traitant des phénomènes de cohésion nationale, il s'intéresse à la figure du soldat, individu qui révèle « la nature des êtres collectifs<sup>37</sup> », mais c'est par des lectures d'extraits de lettres de poilus qu'il illustre ses propos<sup>38</sup>. En réalité, les autochromes de guerre servent le versant idéologique de son discours, tandis que ce sont des corpus antérieurs ou bien d'autres types de supports iconographiques qui sont mobilisés pour appuyer la démonstration géographique proprement dite.

### [Les vues des régions dévastées au service du discours idéologique](#)

Jean Brunhes adapte son enseignement à l'actualité et aux événements, mais insiste durant toute la guerre sur la continuité de sa méthode et de son propos, renvoyant sans cesse, pour la méthode, à sa *Géographie humaine* publiée en 1910 et, pour le propos, à sa réflexion développée en 1912-1914 sur

les Balkans. Éloquemment, il intitule *Face à la guerre. Des Balkans à la France*<sup>39</sup> sa leçon introductive à l'année universitaire 1915. Il dispense cette année-là onze leçons qu'il consacre, passé deux séances consacrées aux « cohésions humaines à la lumière des enseignements balkaniques<sup>40</sup> », à la « leçon géographique de la guerre<sup>41</sup> », une étude du front français qui est essentiellement une démonstration de l'application de sa méthode géographique. *In fine*, son appareil théorique a pour but de nuancer, dans l'interprétation des « faits humains », l'importance du « déterminisme » géographique défendu par le géographe allemand Friedrich Ratzel<sup>42</sup> pour se positionner en faveur du « possibilisme » de l'école française vidalienne, dont il se réclame<sup>43</sup>.

Bien que quelques-unes des autochromes réalisées sous sa direction sur les champs de bataille de la Marne soient susceptibles d'illustrer cette pensée de la géographie de la guerre<sup>44</sup>, Jean Brunhes ne les utilise pas mais s'appuie sur des cartes géologiques, des relevés topographiques et des schémas, avec parfois un recours ponctuel à sa série sur les Balkans de 1912-1913. La projection des vues de dévastations, très intermittente après avoir été fortement concentrée sur les tout premiers cours du début de l'année, est en revanche un recours lorsqu'il s'agit pour lui d'établir sa position idéologique face au conflit. La première fois qu'il les présente, il déclare avoir volontairement calqué son itinéraire photographique sur celui du rapport officiel sur les atrocités allemandes<sup>45</sup> et en lit des extraits pendant la projection des images<sup>46</sup>. Les motifs photographiés sont parfaitement conformes thématiquement et stylistiquement aux illustrations des innombrables brochures de dénonciation de la « barbarie » allemande qui fleurissent à ce moment-là, de même que leur commentaire, équivalent au discours dominant élaboré entre août et décembre 1914 dans les milieux académiques français<sup>47</sup>. Photographier et commenter les ruines importe en ce début de conflit, pour placer aux yeux des pays neutres la France en situation de légitime défense contre une Allemagne présentée comme unique responsable de la guerre, volontairement destructrice et préméditant ses exactions car belliqueuse par nature. Sur ce dernier point, Jean Brunhes alimente et valide point par point, en citant explicitement les fers de lance, un courant de pensée qui décrit l'Allemagne comme monolithique<sup>48</sup>, matérialiste<sup>49</sup>, mécaniste<sup>50</sup>, pangermaniste<sup>51</sup>, autoritaire et aveuglée par un mysticisme monstrueusement déformé<sup>52</sup> par opposition à une France démocratique, idéaliste et adepte du « haut fait chevaleresque<sup>53</sup> ». Cette opposition de l'essence même des deux nations belligérantes, communément résumée dans la littérature du temps comme le combat de la « Civilisation » contre la *Kultur*, du « Droit et de la Justice » contre le « militarisme prussien », établit pour toute la durée de la guerre la vulgate qui justifie l'engagement des intellectuels, vécu comme une croisade pour la défense de l'avenir de l'humanité.

Parmi les auteurs cités en référence par Jean Brunhes figurent d'importants maîtres à penser du milieu kahnien – les philosophes Henri Bergson et Émile Boutroux, le mathématicien Paul Appell, l'helléniste Alfred Croiset –, impliqués avant la guerre dans le dialogue international et tenants d'un pacifisme juridique modéré. Jean Brunhes, lui-même favorable à l'arbitrage international, engagé dans une diversité de réseaux nationaux et internationaux qui brouille son image publique<sup>54</sup>, ne peut laisser planer aucune ambiguïté d'une part quant à une éventuelle affiliation à un pacifisme international idéaliste, ou communément qualifié de « bêtant », d'autre part quant à sa dette académique envers les sciences germaniques. Aussi critique-t-il avec beaucoup d'éloquence les conférences de la paix de La Haye, la Dotation Carnegie pour la paix internationale, le système des

prix Nobel de la paix, les comités de rapprochement franco-allemand d'avant-guerre – en somme tout le courant pacifiste auquel Albert Kahn est affilié<sup>55</sup>. Norman Angell<sup>56</sup>, Théodore Ruysen<sup>57</sup>, Léon Bourgeois, Paul d'Estournelles de Constant, Albert Kahn lui-même sont pris à partie, nommément pour le premier, métaphoriquement pour les autres. Quant à Romain Rolland<sup>58</sup>, que cette salve ne saurait omettre, il se voit décocher lui aussi une subtile petite pique<sup>59</sup>.

### Le positionnement idéologique, une question de survie sociale

Ces attaques sont virulentes mais momentanées. Jean Brunhes ne s'appesantit pas sur ce discours et même le nuance, attentif à ne pas confondre patriotisme et manichéisme. En même temps qu'il donne à voir « les types de villes-cadavres dont l'image doit rester devant vos yeux<sup>60</sup> », il avertit que mieux vaudrait malgré tout pour l'image de la France montrer sa vitalité que des ruines : « En nous plaignant trop, nous laissons croire aux neutres que nous sommes à plaindre. Être plaint, c'est être faible<sup>61</sup>. » En 1916, il affirme que certains de ses arguments scientifiques ont « plus de justesse que tous les raisonnements et les comparaisons entre la *Kultur* et la civilisation<sup>62</sup> », ou encore que le « Germain » Ratzel « était un homme intelligent ; cela ne l'empêche pas d'avoir tous les appétits d'un pangermaniste ; les deux choses ne sont pas contradictoires<sup>63</sup> ». Après la guerre, il sera partie prenante des efforts de réconciliation franco-allemande portés par les milieux catholiques ; mais en 1915, pour une personnalité en vue, mobilisable mais non mobilisée militairement, un positionnement clair quant au patriotisme et au germanisme assure la survie sociale.

Ses déclarations ne passent pas inaperçues et atteignent leur but, lui valant nombre de félicitations<sup>64</sup>, parmi lesquelles celles de deux boursiers d'Albert Kahn, Émile Saillens et André Cazamian, que le caractère internationaliste affiché de la société Autour du Monde et l'implication notoire du banquier dans les efforts de rapprochement franco-allemand d'avant-guerre mettent mal à l'aise. « Puisque vous êtes dans la place, ouvrez l'œil, je vous prie, sur le grand pacifiste<sup>65</sup> », écrit Cazamian, qui nuance : « Je ne le crois pas capable d'une basse perfidie, ni d'un espionnage rémunéré. Il est, très sincèrement, au-dessus de pareils soupçons. » Ce que Cazamian craint précisément, c'est que, compte tenu de ses relations d'avant-guerre, « ce gris homme, [...] plus crédule et naïvement chimérique que méchant (mais pour qui, malheureusement, le mot de patrie n'a aucun sens, comme pour tous ses [coreligionnaires]) », ne soit manipulé par l'Allemagne, qu'elle n'exploite « sa grosse, son immense vanité de parvenu » pour en faire l'intercesseur d'un projet de « paix honorable », c'est-à-dire de paix anticipée exonérant l'ennemi de toute responsabilité dans le déclenchement du conflit – une crainte très répandue et continue dans les milieux intellectuels.

Ce témoignage reflète bien la position ambiguë d'Albert Kahn au sein des élites françaises. Il est juif, il est d'origine alsacienne, c'est un *self-made man*, il évolue dans le milieu de la finance internationale méprisé tant par les antisémites que par certains intellectuels bon teint, mais il est aussi acteur d'une philanthropie universitaire dont il affiche les intentions patriotiques. Il n'est donc pas suspect à proprement parler mais il est potentiellement un maillon faible de la nation. Une appréciation équivalente prévaut au ministère de l'Intérieur, qui diligente plusieurs enquêtes sur le banquier à partir de 1915 et dont il convient d'évaluer avec justesse la profondeur de la suspicion, qui en réalité est faible. Albert Kahn, en effet, ne figure pas sur les listes officielles de pacifistes suspects pendant la guerre<sup>66</sup> – contrairement par exemple à Paul d'Estournelles de Constant ou au

Belge Paul Otlet<sup>67</sup> – et n'est la plupart du temps qu'une cible collatérale d'enquêtes préalables qui ne le concernent initialement pas directement<sup>68</sup>, mais au cours desquelles son nom ou celui d'homonymes apparaissent, ce qui conduit à des vérifications. Invariablement, les enquêtes concluent à sa non-dangerosité et le terme de « chimérique » est employé de manière récurrente pour le qualifier.

Émile Saillens, quant à lui, est préoccupé par la présence de personnalités allemandes sur les listes de membres de la société Autour du Monde. Cette question des « correspondants boches<sup>69</sup> » divise les sociétaires, certains prêchant la radiation, d'autres la modération au nom de principes philosophiques généraux<sup>70</sup>, personne n'osant porter frontalement la question devant Albert Kahn. Prié d'intervenir, Jean Brunhes rapporte s'être « arrangé pour que Kahn fût consulté et que Kahn lui-même demandât la radiation des membres allemands<sup>71</sup> », ce que le bureau de la Société s'empresse alors d'entériner mais à vrai dire assez subrepticement, un jour où ses rangs sont particulièrement clairsemés.

Hormis cet épisode clivant, l'engagement patriotique est général, immédiat et unanime à la société Autour du Monde. Le 28 août 1914, il est décidé que « la vie normale doit se poursuivre ». Aussi le « programme d'action » défini en 1910 comme consistant à « apprendre aux étrangers à connaître la France ; préparer les Français à mieux connaître l'étranger<sup>72</sup> » est-il réaffirmé lorsqu'il s'agit de faire le bilan de l'année 1914, avec une formule qui reste valable pour toute la durée de la guerre : « [Notre] tâche [...] s'est bornée à maintenir les cadres, à affirmer par une ou deux manifestations la continuité de nos sentiments, à répandre à l'étranger non pas la vérité française mais la vérité tout court<sup>73</sup>. » Concrètement, cette activité se traduit, premièrement, par un effort constant de renforcement, d'entretien et de célébration des relations interalliées au moyen d'échanges intellectuels et de manifestations festives. Deuxièmement, malgré cette protestation d'impartialité, c'est bien le discours français qu'il s'agit de promouvoir, à travers le *Bulletin*. Le sommaire du premier numéro paru pendant la guerre compile les déclarations des grands universitaires – par ailleurs tous membres de la Société – que nous avons déjà mentionnées comme citées par Jean Brunhes lors de sa leçon d'ouverture au Collège de France. Compte tenu de sa « valeur de propagande<sup>74</sup> », on procède à la réimpression du numéro et on transige exceptionnellement sur les caractères confidentiel et principalement national de sa diffusion pour l'étendre au réseau tissé par les membres dans les pays neutres. C'est la Maison de la presse, l'organe de propagande à l'étranger du ministère des Affaires étrangères, qui procède aux envois<sup>75</sup>.

Les membres de la société Autour du Monde sont par ailleurs sollicités dès sa création par le comité de conférences de l'Effort de la France et de ses alliés, une des plus importantes associations « privées<sup>76</sup> » de propagande. Le 28 avril 1916, son secrétaire général réclame le concours de Jean Brunhes comme conférencier et lui demande de bien vouloir lui communiquer les noms de personnalités utiles à la cause, ainsi que « ceux des professeurs de la Société des bourses de voyage qui ne sont pas mobilisés<sup>77</sup> ». Tout au long de la guerre, les sociétaires, mobilisés ou non, signent des brochures diffusées par la Maison de la presse, les plus âgés et prestigieux d'entre eux étant par ailleurs inlassablement présents sur le terrain de la défense des intérêts de la France à l'étranger, que ce soit à titre privé ou dans un cadre public.



## 1916 : l'État au cœur de la pensée, l'action au cœur de l'État

### Jean Brunhes agent de propagande dans les pays neutres

Les membres de la société Autour du Monde sont pour la plupart enseignants, donc fonctionnaires. Leur expérience accumulée avant la guerre dans les comités internationaux ou, pour les plus jeunes, lors de leur voyage autour du monde est connue de leur employeur. Aussi l'État les utilise-t-il volontiers comme ambassadeurs de la pensée française à l'étranger. Le boursier Félicien Challaye est ainsi par exemple chargé par le comité parlementaire d'action à l'étranger puis par le ministère des Affaires étrangères de plusieurs tournées de conférences en Extrême-Orient. Le dispositif de bourses d'échanges de professeurs avec les universités américaines financé par Albert Kahn depuis 1909 est renforcé<sup>78</sup>. Certains sociétaires se voient également confier des missions temporaires par l'Instruction publique, leur ministère de tutelle, comme l'inspecteur général Émile Hovelague, par ailleurs président de la Société, envoyé plusieurs fois aux États-Unis de 1915 à 1917.

Jean Brunhes est mis à contribution lui aussi, d'abord avec une tournée de conférences en Suisse, contexte délicat pour le traitement duquel il est une ressource toute indiquée grâce à son passé académique<sup>79</sup>. L'opinion y est en effet divisée entre un parti alémanique protestant et germanophile, numériquement majoritaire, et un parti romand, catholique et francophile. Coincée géographiquement entre la France et l'Allemagne, la Suisse subit continuellement les tirs croisés de la propagande des deux belligérants et manifeste depuis début 1916 une lassitude excédée devant ce qu'elle considère comme une atteinte à sa neutralité et une menace pour sa cohésion nationale. Jean Brunhes jouissant là-bas d'une notoriété consensuelle, il est contacté le 3 juillet 1916 par Émile Haguenin, le directeur du Bureau de la presse (c'est-à-dire le chef des services de renseignement) de Berne, qui lui suggère de « renouer [ses] anciennes relations avec le monde politique et de commencer à éclairer [ses] amis sur le rôle que l'Allemagne fait jouer au gouvernement fédéral [...] [puis d']examiner comment Fribourg pourrait davantage servir notre cause et comment nous pourrions renforcer, à Fribourg, l'élément français et son influence<sup>80</sup> ». Jean Brunhes reçoit ensuite une invitation officielle des autorités suisses à présenter des conférences dans un cadre universitaire et le ministère français des Affaires étrangères lui délivre un passeport diplomatique<sup>81</sup>, ainsi qu'à l'opérateur Georges Chevalier, car Albert Kahn a autorisé l'emploi des autochromes pour illustrer ces conférences. Ce procédé courant qui consiste à utiliser une invitation académique pour couvrir une opération de propagande est de nouveau employé en 1917, avec une invitation adressée à Jean Brunhes par l'Institut français à Madrid. Son engagement confessionnel explique qu'il soit une personnalité recherchée car on considère dans les milieux diplomatiques qu'en Espagne, « parmi les milieux à atteindre, le plus hostile est celui des catholiques et [...] [une] action ne peut être utilement exercée que par des prêtres ou des catholiques français notoires<sup>82</sup> ». Toujours accompagné de Georges Chevalier, le géographe s'y rend donc en mai 1917.

En novembre et décembre 1916, à Genève où il s'est engagé à respecter une stricte neutralité<sup>83</sup>, à l'université de Fribourg et devant les internés civils<sup>84</sup> d'Interlaken, il s'en tient à résumer son enseignement du Collège de France sur les Balkans et présente en avant-première les autochromes encore inédites réalisées entre avril et juin dans la France centrale<sup>85</sup>. Mais au collège d'Yverdon et à l'université de Lausanne, il projette en supplément à ce programme des autochromes des régions dévastées<sup>86</sup>. À Madrid, où il intervient à l'Institut français, à l'ambassade de France et à l'Ateneo, en

complément au programme sur les Balkans et la France centrale, il les introduit à chaque fois, ce qui est résumé ainsi dans un compte rendu :

Chez l'ambassadeur de France à Madrid. Très intéressante fût la cession de projections en couleurs donnée hier chez l'ambassadeur par Monsieur Brunhes, professeur à l'École de France [...]. Pour finir la très intéressante cession, une autres fois les désastres de la guerre, les arbres derracinés, les églises incendiées, les chomières désertes, et, s'élevant sur tant de désolation, l'image d'une sœur de la Charité, portant, comme une tache sanglante, sur ses habits noirs, le ruban rouge de la Légion d'Honneur. Telle fût la fête emotionante d'hier chez l'ambassadeur de France. A l'invitation de M. et Mme Geoffray a assisté le plus distingué de la Société, asi comme le Corps Diplomatique appartena[nt] aux pays Alliés et neutres<sup>87</sup>.

Bien que moins ouvertement orientés dans leurs intitulés que l'expression de « régions dévastées », les enseignements de Jean Brunhes sur les Balkans et la France centrale ne sont pas neutres pour autant.

### La vocation politique de la géographie humaine

Pas plus qu'en 1915 Jean Brunhes ne fait grand usage en 1916 des autochromes de guerre au Collège de France. Après le « déterminisme terrestre<sup>88</sup> », c'est le « déterminisme historique<sup>89</sup> » qu'il questionne cette année-là et avec lui l'école historique française dominante en ciblant particulièrement deux de ses chefs de file, le directeur de l'École normale supérieure Ernest Lavisse et le professeur à la Sorbonne Charles Seignobos<sup>90</sup>. Cette critique procède d'un objectif double. Premièrement, Jean Brunhes apporte sa pierre au vaste effort collectif des géographes, qui cherchent alors à émanciper leur discipline de la tutelle académique de l'histoire. Deuxièmement, il condamne la démarche des historiens, qui, en s'appuyant sur le passé, forment pour l'avenir des prévisions erronées et vaines (puisque « l'histoire ne se recommence pas ») et entretiennent ainsi auprès du pouvoir politique et de l'opinion publique une illusion malsaine sur leur prétendue capacité à prévoir. Ce faisant, il présente contradictoirement la géographie humaine comme la discipline la plus apte à conseiller le politique. Car en cette période où la guerre remet en question la totalité de l'équilibre mondial, les enjeux sont de taille.

Dans sa leçon inaugurale de 1912, Jean Brunhes a présenté le but ultime de sa démarche intellectuelle comme visant à identifier quelle combinaison de facteurs permettrait une cohabitation pacifique de tous les peuples :

Y a-t-il une harmonie, non préétablie mais postétablie, gage d'une domination collective de la terre à la fois féconde, pacifique et durable, et qui puisse réunir en des faisceaux, sinon identiques, du moins analogues ou homologues, tous les peuples, tous les agrégats historiques de races et de sociétés humaines ? Je ne sais, je ne puis encore rien vous dire. C'est ce que nous chercherons ensemble, humblement et patiemment, durant toutes les années qui vont suivre<sup>91</sup>.

Pour réaliser ce programme, pendant trois ans, il a pris l'exemple des Balkans, où il a cherché à identifier les « facteurs de cohésion nationale » et à étudier par quel processus, une fois cette cohésion en place, elle inspire à un peuple la volonté de se constituer en nation, puis comment cette nation, d'abord idée abstraite, finit par s'ancrer sur un territoire puis être consacrée sous la forme concrète d'un État ; la compréhension de ce processus éclairant selon lui « une des questions les plus

émouvantes de la géographie humaine : comment sont nés les États<sup>92</sup> ». Or les puissances ennemies de la France – l’Autriche-Hongrie, l’Allemagne, l’Empire ottoman – administrent des territoires multiethniques dont il appartiendra aux Alliés de régler le sort s’ils sortent victorieux de la guerre. C’est sur ce point que Jean Brunhes entend anticiper, afin que ne soient pas reproduites les erreurs qui, selon lui, depuis le traité de Berlin de 1878 jusqu’au traité de Londres de 1913, ont créé dans les Balkans des situations insatisfaisantes qui ont mené à la guerre mondiale. Tout son propos de 1916 consiste ainsi à multiplier les démonstrations d’erreurs commises par les grandes puissances – et plus particulièrement par la diplomatie française – conséquemment à la surreprésentation et au mésusage généralisé des déterminismes historique et géographique comme outils d’analyse géopolitique, et à valoriser en contrepoint la qualité de ses propres prévisions, fondées sur sa propre méthode. Il annonce pour 1917 le traitement du troisième volet de sa démarche, qui consistera à relativiser la notion de « déterminisme ethnique<sup>93</sup> », c’est-à-dire du poids du « facteur race » parmi les facteurs de cohésions humaines.

Ces « trois enseignements de [son] enseignement<sup>94</sup> » – « relativisme du déterminisme terrestre », « relativisme du déterminisme historique », « relativisme du déterminisme ethnique » –, Jean Brunhes les a déjà largement développés et théorisés antérieurement<sup>95</sup>. Il n’a jamais fait mystère des possibilités d’application pratique de la géographie humaine et a toujours affiché sa discipline comme une géographie politique<sup>96</sup>, voire une géopolitique<sup>97</sup>. Et poursuivant ainsi sa réflexion sur la formation des nations, il entend prendre part au débat sur la « question des nationalités » qui va bientôt dominer dans les sphères politiques et intellectuelles, au moment même où Albert Kahn crée à titre privé son propre espace de discussion politique.

### [Le Comité national d’études sociales et politiques : définir les buts de guerre de la France](#)

De 1916 jusqu’à sa ruine en 1932, Albert Kahn entretient le Comité national d’études sociales et politiques (CNESP), un groupement hybride dont l’activité se situe à mi-chemin entre le laboratoire d’idées et la fabrique de l’opinion. Aux dires d’Albert Kahn lui-même, la vocation de ce groupement est de « combler les lacunes des institutions existantes<sup>98</sup> » et, comme l’a montré Carl Bouchard<sup>99</sup>, il est identifiable au modèle idéal para-gouvernemental et « supra-parlementaire<sup>100</sup> » décrit dans l’opuscule *Des droits et devoirs des gouvernements*. Albert Kahn, constatant que « l’humanité n’a aucun organe rationnel pour la diriger<sup>101</sup> », y décrit longuement sa vision d’un tel organe, qu’il envisage comme « un groupement, formé par cooptation, d’accord avec la sélection des associations et institutions représentatives des forces vives et originales de chacun des pays<sup>102</sup> ». Un tel groupement « aurait la vitalité des parlements sans leur instabilité, sans les aléas et l’empirisme des élections<sup>103</sup> ». Il « s’assurerait la collaboration des capacités les plus certaines [...]. Son esprit et sa méthode serviraient d’exemple aux collectivités spéciales ; les Administrations publiques s’en inspireraient pour leur réforme fondamentale<sup>104</sup> ».

Cette initiative est caractéristique des « multiples projets de rénovation des cadres de la vie publique<sup>105</sup> » qui fleurissent à l’époque, dans le contexte d’une remise en question générale du suffrage universel, du système parlementaire et de l’organisation de l’État. Le CNESP tel que décrit par Albert Kahn incarne un courant de pensée répandu, qui envisage la réforme du processus de la prise de décision publique par une plus grande participation de la société civile et une meilleure

« représentation des compétences<sup>106</sup> ». Cette « compétence », ou « capacité », s'incarne d'une part dans la figure émergente de l'expert et d'autre part dans la technocratie, qui est considérée comme garante de la continuité de l'action de l'État. Les corps intermédiaires (syndicats, conseils) sont également valorisés, car considérés comme représentatifs de l'ensemble du corps social dans sa diversité, de « l'ensemble des forces vives [...] de la nation<sup>107</sup> ».

Les statuts du CNESP répondent parfaitement à ce « programme implicite<sup>108</sup> » de la société civile. Ils indiquent en effet que le but du comité est de « grouper des Français représentatifs de toutes les opinions, de toutes les croyances et de tous les milieux, en vue de l'Étude positive des questions d'ordre social et politique d'un intérêt général<sup>109</sup> ». Ses « moyens d'action » consistent « à interroger les témoins les plus qualifiés sur les diverses questions de son programme, réunir une documentation aussi complète que possible sur chacune de ces questions, en délibérer et, s'il y a lieu, soit à publier les résultats de ces discussions, soit à les transmettre aux pouvoirs publics ou aux grandes collectivités du pays<sup>110</sup> ». En fondant le CNESP, l'intention initiale d'Albert Kahn est donc d'orienter la décision gouvernementale grâce aux lumières d'un collège de savants et d'experts ; mais, compte tenu du statut des animateurs du groupement (parlementaires et hauts fonctionnaires, donc œuvrant au quotidien au cœur de l'État), et de façon variable en fonction des sujets, des moments politiques, des circonstances..., sa fonction consistera souvent davantage à accompagner, voire à promouvoir la politique gouvernementale qu'à la préparer.

D'après la correspondance d'Albert Kahn avec le diplomate japonais Ichiro Motono<sup>111</sup>, le CNESP aurait été en gestation depuis au moins septembre 1915. Cette chronologie est corroborée par une déclaration de Léon Bourgeois<sup>112</sup>, qui paraît être avec Ernest Lavisce un des principaux instigateurs du groupement<sup>113</sup>. De 1916 à 1919, le CNESP effectue un travail de recherche politique orienté autour de deux axes : mener la guerre « jusqu'au bout », c'est-à-dire sans compromission ni paix anticipée, et préparer l'après-guerre.

Les moyens de la victoire sont identifiés comme résidant dans la mise en place d'outils de politique intérieure capables d'aider au maintien d'une cohésion nationale impliquant l'ensemble de la société dans l'effort de guerre, dans un esprit de collaboration entre les classes. La dépopulation, la main-d'œuvre étrangère, le travail de la femme, la crise alimentaire, les grèves, le parti socialiste, les profits de guerre, la prévention des conflits ouvriers... font l'objet de conférences, de rapports et de discussions animées par des acteurs importants de l'industrie<sup>114</sup>, du syndicalisme réformiste<sup>115</sup>, du mouvement coopératif<sup>116</sup>, du Musée social<sup>117</sup> et du socialisme normalien<sup>118</sup>, qui est alors un socialisme de gouvernement employant un certain nombre de membres de la société. Autour du Monde groupés autour d'Albert Métin et d'Albert Thomas<sup>119</sup>. À partir de 1917, la notion de coopération interalliée est également identifiée comme un moyen. Tandis qu'au CNESP les exposés se succèdent sur « l'esprit public » des puissances étrangères, la Société multiplie les manifestations propices au renforcement et à l'entretien des bonnes relations avec les Alliés.

La réflexion sur la préparation de l'après-guerre se déroule en deux temps. Une première période courant d'avril 1916 à février 1917 est consacrée à une *Enquête sur les buts de la guerre et les conditions d'une paix durable*, générant ensuite une *Enquête sur le problème des nationalités dans le monde* qui occupe les années 1917-1918. Le but de la première enquête est de préparer une déclaration publique des membres du CNESP sur les buts de guerre de la France. Sans surprise au vu

du profil des personnalités phares qui animent le groupement<sup>120</sup>, les conditions d'une paix durable y sont identifiées comme reposant sur la généralisation du recours à l'arbitrage international et sur la création d'une Société des Nations<sup>121</sup>. La déclaration comprend également une prise de position sur la question des nationalités, c'est-à-dire sur l'opportunité de la reconnaissance par la France de l'indépendance des peuples allogènes des empires centraux. La teneur de la déclaration est élaborée pendant quatre séances qui se déroulent du 25 septembre au 23 octobre 1916, auxquelles Jean Brunhes est invité à participer. Il y défend l'idée qu'il convient de s'entendre avant toute chose sur ce qu'est une nation et d'en renouveler le concept, ainsi que celui de frontière, en s'attachant à comprendre les « mouvements psychologiques » et les « révolutions d'âmes<sup>122</sup> ». Mais la position du CNESP, totalement conforme à la pensée dominante<sup>123</sup>, envisage surtout la question en termes de politique de sécurité et d'organisation de contrepoids à la puissance allemande. Prenons simplement l'exemple de la question polonaise<sup>124</sup> pour illustrer cette différence de vues. À Léon Bourgeois, qui rassure le CNESP en déclarant qu'« il est entendu que nous ne ferons rien avant de nous être assurés d'être d'accord avec le gouvernement » et que pour éviter toute « gêne que [la question de la Pologne] peut causer aux Alliés [...] nous n'avons qu'à prendre la formule même de la Russie pour être sûrs d'être d'accord avec elle<sup>125</sup> », Jean Brunhes répond par article interposé : « Nous voulons une Bohême, une Pologne, une Yougoslavie ou Grande Serbie, mais non pas telles qu'elles soient fatalement livrées au joug économique de la puissance tyrannique dont nous avons cherché, au prix de notre sang, à les délivrer. [...] Faire de la politique seule, à la manière d'une certaine diplomatie vermoulue ou à la manière d'un certain idéalisme et pacifisme transcendants, c'est arracher d'une main les libertés que l'on concède de l'autre<sup>126</sup>. »

Ce qui se joue alors en réalité, c'est pour Léon Bourgeois la contribution d'experts et de représentants de l'opinion aux positions qu'il élabore au même moment au sein du gouvernement, où ont lieu des discussions confidentielles sur la définition des buts de guerre de la France. Pendant l'exacte période où la question des nationalités est discutée au CNESP, un conflit oppose un groupe de parlementaires emmené par lui et partisan d'une ligne modérée à un groupe de diplomates partisans d'une ligne plus dure<sup>127</sup>. Finalement, la note officielle publiée par la France sur ses buts de guerre en janvier 1917 ne balbutiera qu'un prudent compromis car les discussions réelles ne sont pas achevées, et c'est au contenu de cette note officielle que la déclaration finale du CNESP est conforme. Cette déclaration du CNESP présente pour Léon Bourgeois un second enjeu, en formalisant le soutien d'hommes influents à la position qu'il va bientôt défendre auprès du gouvernement dans le cadre de la présidence d'une commission interministérielle chargée de préparer les positions de la France sur les conditions de création d'une Société des Nations. Lors de la séance d'ouverture des travaux de cette commission, il cite en exemple la déclaration<sup>128</sup>. Une partie des experts interrogés au CNESP sera, peu de temps après, invitée par le gouvernement à réfléchir au sein d'un comité d'études sur le remodelage des frontières de l'Europe centrale en prévision de la victoire. Jean Brunhes, qui ne peut ignorer la mise en place prochaine de ces comités et qui ne partage pas les points de vue de ce « pré ou para-comité aux comités » qu'est de fait le CNESP, entend précisément que la géographie humaine soit mise au service de ce type de décisions. Il va donc dès lors se faire très offensif sur ce terrain, en utilisant des autochromes... du Massif central.

## 1917-1918 : vers la consubstantialité avec l'État

### Le Massif central, la nation et les nationalités

Dans ses cours magistraux du lundi au Collège de France, Jean Brunhes propose en 1917 une étude monographique du Massif central<sup>129</sup> qui s'appuie sur les autochromes réalisées l'année précédente. Fort de trois mille photographies, ce corpus est le plus imposant à avoir été réalisé pendant la guerre et il est beaucoup plus régulièrement mis à profit que les précédents. L'intérêt de la couleur notamment est plusieurs fois souligné par Brunhes comme pouvant servir sa démonstration, pour détecter par exemple en géographie physique la présence d'un limon, ou en géographie régionale la coexistence au sein d'une même fratrie de différentes couleurs d'yeux qui valide son discours sur les origines mêlées du peuple français<sup>130</sup>. Les enjeux épistémologiques qui visent à présenter la géographie humaine comme une science totale sont toujours présents. Dans la continuité de ses critiques de 1916 aux historiens, Jean Brunhes délivre une leçon de méthode géographique appliquée au temps long en rendant compte de découvertes récentes des préhistoriens et des historiens de l'art. Pour relativiser le poids de la notion de « race » comme facteur de cohésion humaine, il discute la valeur scientifique de l'anthropométrie et la présente comme un outil méthodologique à pondérer en le concevant comme complémentaire à d'autres.

En complément à cette histoire de la nation française<sup>131</sup>, son séminaire méthodologique du mercredi est consacré au problème des nationalités, aux minorités, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au projet de Société des Nations. Il y réaffirme les positions qu'il a défendues au CNESP et, sur un ton comparable à sa dénonciation au début de la guerre des hypocrisies du pacifisme international, il attaque de nouveau des membres importants de l'entourage kahmien : Léon Bourgeois, Paul d'Estournelles de Constant, Paul Painlevé<sup>132</sup>. Il stigmatise les compromissions de ceux qui portent en étendard l'indépendance des peuples au nom des principes républicains de droit, de justice et de liberté et qui, « dans toutes les grandes réunions internationales, [...] prônent le plus les nations [mais] ne considèrent que les États<sup>133</sup> ». Il met en garde contre un projet de Société des Nations qui ne pourrait être qu'une « Société des États » et conjure de « ne pas considérer la hiérarchie juridique mais la réalité vivante<sup>134</sup> », de ne pas céder à la « duperie d'une certaine théorie du droit des peuples<sup>135</sup> » qui, ignorant « les forces cachées des minorités<sup>136</sup> », peut « aboutir à de nouvelles tyrannies<sup>137</sup> ».

Au-delà du positionnement philosophique, sa critique vise les comités qui invitent d'autres universitaires et des parlementaires à réfléchir sur ces questions pour le compte du gouvernement. Car, si Jean Brunhes participe à des comités privés de géographes<sup>138</sup>, il est en revanche exclu des comités officiels. La commission interministérielle pour la Société des Nations, que nous avons déjà évoquée, est alors en place depuis juillet 1917, présidée par Léon Bourgeois, et compte parmi ses membres les honnis Paul d'Estournelles de Constant et Ernest Lavisse. Le comité d'études chargé d'« élaborer les buts de guerre territoriaux de la France et de ses alliés en Europe<sup>139</sup> » se réunit également depuis février, sous la présidence d'Ernest Lavisse. Non seulement, contrairement à toutes les préconisations de Brunhes, ce dernier comité ne comprend que trois géographes contre neuf historiens<sup>140</sup> – dont le non moins honni Charles Seignobos –, mais de surcroît lesdits géographes sont ses rivaux au sein de l'école vidalienne.

À cette époque, les portes de ces instances lui étant fermées, il déploie beaucoup d'énergie à tâcher

de s'imposer comme informateur de l'État ou comme diplomate. Ses projections d'autochromes en Suisse et en Espagne lui fournissent l'occasion de mener des démarches parallèles en ce sens et il conduit avec plus ou moins de succès plusieurs missions diplomatiques, frôlant même la nomination à un poste de consul général puis d'adjoint à l'ambassadeur en Suisse<sup>141</sup>. Mais il ne parvient finalement pas réellement à dépasser le statut de propagandiste, au titre duquel on le trouve à nouveau en 1918, au service de la plus grande cause nationale, du principal but de guerre de la France : la restitution de l'Alsace-Lorraine.

### L'Alsace-Lorraine, un but de guerre fédérateur

Après la reconquête en août 1914 d'une partie de l'Alsace, il s'agit pour la France d'administrer un territoire peuplé de 70 000 habitants majoritairement germanophones et d'assurer une continuité dans la reprise de l'activité des institutions et des services publics laissés vacants par le départ des fonctionnaires allemands. Il s'agit également de préparer le retour dans le giron national de la totalité de l'Alsace-Lorraine, but de guerre principal de la France. Un Service d'Alsace-Lorraine est institué le 5 juin 1917 pour centraliser la réflexion sur la législation, l'organisation administrative, l'organisation financière, l'instruction publique et l'économie des territoires qu'on espère se voir restituer<sup>142</sup>. Ce service comprend une Section spéciale d'études d'Alsace-Lorraine, elle-même dotée d'un bureau d'études d'Alsace-Lorraine, chargé de la propagande. Ce bureau dispose d'une cellule de production cinématographique chargée de combler deux lacunes importantes du dispositif national de propagande : des films qui d'une part montrent l'Alsace-Lorraine et qui d'autre part soient attractifs, car le seul film alors en circulation – *L'Alsace attendait*, réalisé par la Section photographique et cinématographique de l'armée (SPCA) – est généralement jugé « plus que médiocre<sup>143</sup> ». Le bureau entreprend donc un programme ambitieux de réalisation de quatre films de fiction, auquel Albert Kahn apporte son soutien. En avril 1918, une note gouvernementale décrit ainsi la « combinaison Kahn » : « Monsieur Kahn [...] a déjà prêté son installation à la SPCA. Tout disposé à nous apporter son entier concours, il tient à notre disposition son laboratoire avec le matériel, les produits, les pellicules et les opérateurs dont il se sert habituellement et qu'il paye<sup>144</sup>. »

Le 25 mai, une autre note précise que, en prévision de projections de propagande, « un opérateur du bureau d'études d'Alsace-Lorraine prend actuellement, grâce au concours d'un généreux anonyme, des prises de vues en couleur de la région libérée<sup>145</sup> ». Le mécène là encore est Albert Kahn, et l'opérateur est Georges Chevalier, qui bénéficiait jusque-là d'un sursis d'appel pour « propagande de M. Brunhes aux États-Unis<sup>146</sup> ». Ce projet de voyage transatlantique ayant été abandonné au profit des missions diplomatiques en Suisse, Chevalier finit par être mobilisé mais est aussitôt affecté au bureau. Jusqu'en juillet, il opère seul, puis Jean Brunhes le rejoint en mission officielle au titre du Collège de France<sup>147</sup>, l'Alsace étant à son programme de leçons pour l'année 1918. Ils photographient ensemble les fêtes du 4 Juillet américain à Masevaux, siège de la mission militaire française chargée d'administrer temporairement les « régions libérées ». Les autochromes ainsi réalisées pour le bureau d'études d'Alsace-Lorraine sont utilisées par l'attaché d'intendance Guyot, qui donne une conférence à Bordeaux<sup>148</sup>, puis le bureau missionne Brunhes comme conférencier dans la région du Rhône<sup>149</sup>, où la propagande socialiste et pacifiste agite alors dangereusement dans les milieux ouvriers l'idée d'une paix anticipée moyennant l'abandon de l'Alsace-Lorraine.

Au-delà de l'intérêt patriotique que représente son retour à la France, l'Alsace-Lorraine cristallise pour Jean Brunhes une multiplicité d'enjeux qu'il expose au Collège de France en 1918. Toujours dans la filiation de son maître Paul Vidal de La Blache, dont il étudie dans son séminaire du mercredi l'ouvrage *La France de l'Est*, l'Alsace-Lorraine est un élément d'argumentaire régionaliste, un mouvement dans lequel Jean Brunhes est très impliqué et qui jouera un grand rôle dans la réorganisation administrative de l'immédiat après-guerre autour du projet de régions économiques porté par le ministre – autochromiste à ses heures – Étienne Clémentel. C'est d'ailleurs éloquemment comme « géographe et économiste » que Jean Brunhes se présente le 5 décembre 1918 à la chambre de commerce de Basse-Alsace<sup>150</sup>. L'Alsace-Lorraine sert encore son discours classique sur les cohésions nationales et le rôle du facteur religieux, qui s'incarne en couleurs dans le folklore des costumes. Enfin, la région est support à démonstration de sa conception des minorités et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Au moyen de cet exemple, Brunhes réfute la pertinence de ce qu'il appelle la « politique du nombre », c'est-à-dire le plébiscite, incompatible avec son concept de fluctuance des mouvements d'âmes. En effet, lorsque la majorité des Alsaciens-Lorrains favorables à un rattachement à la France se sont exilés après 1871, comment se fier aux résultats d'une éventuelle consultation de la population par plébiscite si les pro-Français ne sont pas représentés ? Il est à cette époque urgent de contrer une proposition de plébiscite défendue par les États-Unis dans le cadre de discussions préliminaires à la préparation des futurs traités de paix.

Sur cette question, Jean Brunhes rejoint pour une fois l'opinion générale et il présente au grand public les autochromes prises en Alsace dans le cadre d'une grande manifestation de propagande qui fédère tout l'entourage kahnien. À l'occasion de ces Journées d'Alsace-Lorraine, programmées de longue date pour se tenir à Paris du 4 au 17 novembre 1918, c'est opportunément le jour de l'armistice qu'il prononce sa conférence intitulée « Paysages d'Alsace libérée ». Participent également à ces journées Léon Bourgeois, Ferdinand Buisson et Célestin Bouglé (avec une conférence sur le droit des peuples...), qui vient d'être coopté à la société Autour du Monde et qui dirigera bientôt un centre de documentation sociale fondé par Albert Kahn. Les films de fiction réalisés au bureau d'études d'Alsace-Lorraine avec le soutien du banquier sont projetés à cette occasion, de même que plusieurs montages de la SPCA. Le 17 novembre, un grand cortège dans Paris conclut ces journées.

Sur le programme officiel<sup>151</sup>, ce défilé de clôture est présenté comme une « manifestation nationale organisée par l'Union des grandes associations françaises contre la propagande ennemie<sup>152</sup> ». Les conférences sont organisées sous l'égide de la Ligue de l'enseignement<sup>153</sup>, et les films financés par Albert Kahn sont légendés ainsi : « Films de l'Union amicale d'Alsace-Lorraine<sup>154</sup> ». Nous avons là un parfait exemple de l'achèvement de l'évolution de la pratique de propagande, qui, portée au début de la guerre principalement par l'initiative privée, est discrètement reprise en main par l'État à partir du printemps 1917 pour aboutir à l'automne 1918 à une fusion entre la sphère gouvernementale et le secteur associatif<sup>155</sup>. En se cachant délibérément derrière les grandes associations, dont il oriente et coordonne en réalité l'action, l'État valorise à l'extérieur le fort taux de cohésion nationale de sa population et cultive pour son propre compte une image de dignité, de délicatesse et de haute culture incompatible avec une vulgaire propagande affichée. Réciproquement, en se prévalant du soutien de l'État, manifesté par son haut patronage et les déclarations d'utilité publique, les



associations asseyent leur prestige et leur légitimité auprès de leurs concitoyens.

### Le projet documentaire d'Albert Kahn : quelle place pour les images ?

Avec ses fondations, Albert Kahn a offert aux universitaires et aux intellectuels un espace adapté de réinvestissement de l'espace politique après les hésitations et dissolutions nées de l'après-Dreyfus<sup>156</sup> à un moment où, forte de sa participation accrue à la décision publique pendant la guerre, cette frange de la société civile s'est mise à glisser de la position d'auxiliaire à celle de réformatrice de l'État<sup>157</sup>. Si l'histoire des Archives de la Planète entre 1914 et 1918 ressemble beaucoup à une histoire de la propagande, ce n'est pas tant la relation en soi entre l'image et la propagande qui mérite d'être interrogée mais plutôt la relation à l'État et à la nation de chacun des animateurs des diverses fondations. Tous, à un moment ou à un autre, peuvent s'approprier à titre de documentation les photographies ou les films<sup>158</sup> parmi tous les autres moyens qu'Albert Kahn met à leur disposition, sans pour autant construire une véritable pensée de l'image.

Albert Kahn lui-même utilise peu l'image, dans laquelle pourtant il investit tant. La guerre lui inspire un ambitieux projet documentaire à la réalisation duquel il va désormais consacrer le reste de sa vie et où elle tient finalement peu de place. Dans *Des droits et devoirs des gouvernements*, rédigé entre mars 1917 et juin 1918, il écrit : « Les quatre années d'une guerre qui sévit sans arrêt [...] fournissent une moisson de documents qui mettent à vif les aspects du grand événement qui se déroule sous nos yeux<sup>159</sup>. » Ces aspects mis à vif, ce sont « le plan et les pauvretés du gouvernement allemand<sup>160</sup> », et les documents auxquels il recourt pour les démasquer, ce sont les déclarations d'universitaires publiées dans les bulletins de la société Autour du Monde, dont il reprend l'ensemble des contenus en les parsemant, à peine reformulés, tout le long de son opuscule pour « étudier la situation telle que la guerre l'a révélée<sup>161</sup> ».

À la suite de Brunhes et de Bergson<sup>162</sup>, Albert Kahn admet que des erreurs de prévisions et d'analyse ont été commises avant-guerre et déclare que « la crise gouvernementale est ouverte dans tous les pays<sup>163</sup> ». Employant un vocable cher à Léon Bourgeois – ancien ministre et militant de la prévoyance sociale –, il diagnostique que « toute souffrance est la rançon d'une imprévoyance<sup>164</sup> » et suggère en conséquence la création d'un « organisme de prévoyance<sup>165</sup> » dont il décrit des attributions et des qualités qui ne sont autres que celles que Paul Painlevé assigne à Émile Borel<sup>166</sup> lorsqu'il crée un sous-secrétariat d'État à la présidence du Conseil en septembre 1917. Inspirée par une proposition de loi déposée en mai par le député Louis Marin, qui demandait la création d'un « organe d'études et de contrôle [qui] devait en particulier se charger d'orienter l'action des offices et des comités interministériels afin d'assurer une unité de vue [à la présidence du Conseil]<sup>167</sup> », cette expérience est présentée dans la littérature du temps comme un essai positif de réforme gouvernementale. « Savant réputé pour l'étendue presque universelle de sa curiosité et de sa culture », Borel, membre associé de la société Autour du Monde et qui ne manque jamais une réunion de bureau sauf à être au front, est alors chargé en sa qualité de sous-secrétaire d'État « d'un contrôle réfléchi, portant sur toutes les natures d'affaires, préparant en toute matière la décision du chef<sup>168</sup> ».

Ne pouvant ignorer cette expérience, tendu vers l'avènement d'« une activité documentée<sup>169</sup> », Albert Kahn imagine dans son opuscule la documentation idéale qu'il désignera plus tard, lorsqu'il fera le bilan de son œuvre, comme « la Documentation, notre Création<sup>170</sup> ». « Pour déchiffrer la vie »,

mener « jusqu'aux lois générales » d'un univers décrit avec des termes où s'intriquent les références à l'ouvrage *Solidarité* de Léon Bourgeois et à un mysticisme qu'Albert Thomas qualifia de « prophétisme juif<sup>171</sup> » mais qui est en réalité totalement imprégné de la « libre-pensée religieuse » de Ferdinand Buisson<sup>172</sup>, il convient de discerner des « réalités invisibles<sup>173</sup> » très proches de celles que Jean Brunhes entend révéler grâce à la géographie humaine. « Forces qui ont créé le passé<sup>174</sup> », « tous les sentiments individuels et collectifs, [...] nos superstitions, nos instincts, nos aspirations<sup>175</sup> », voilà ce qu'Albert Kahn entend capter grâce à la Documentation, afin que son « bureau d'études [suive] toutes les manifestations de l'activité humaine, toutes ses émotions<sup>176</sup> ».

C'est bien ce programme qu'il va entreprendre à partir de 1919 après avoir doté le CNESP d'une imprimerie, mais c'est en inondant de documentation papier qu'il renseignera son cercle d'élite, avec un océan de bulletins imprimés, des chronologies et des revues de presse internationale de plus en plus spécialisées. Si les images des Archives de la Planète, intégrées avec le CNESP dans un centre de documentation généraliste créé en 1920 (et dont un actionnaire, François Lefort, fut pendant la guerre directeur des services d'information de la présidence du Conseil et du ministère des Affaires étrangères<sup>177</sup> ...), vont certes « rayonner sans cesse une lumière qui illumine l'espace et le temps<sup>178</sup> », notamment lorsque Jean Brunhes fera photographier des monuments antiques ou des vestiges archéologiques, leur usage principal sera de nouveau de servir la propagande, en particulier coloniale<sup>179</sup>.

Informellement, involontairement, les images réalisées pendant la guerre ont finalement bien représenté « des sentiments individuels et collectifs<sup>180</sup> », des « fraternités d'âmes<sup>181</sup> », le sentiment d'un milieu pressé de saisir « l'esprit public » des belligérants, ennemis et alliés, d'influencer l'opinion ; un milieu auto-investi d'une mission de construction, de maintien et de célébration de la cohésion nationale. Mais ce qui nous est perceptible aujourd'hui semble n'avoir été qu'inconscient chez les producteurs et les utilisateurs de ces images, pour qui elles n'étaient qu'un vecteur, un accompagnement de la pensée et de la parole, un complément plaisant au document écrit. Jean Brunhes a sans doute le mieux résumé cela en ces termes : « La photographie [...] [apporte] à toutes les sciences d'observation un concours facile et incomparable, mais, en raison de sa facilité même, elle court le risque d'une désespérante banalité, et parfois même d'une si superficielle véracité, que certains documents sont enclins à engendrer des erreurs<sup>182</sup>. » Mais... « [l'image] exprime des idées sous une forme concrète et saisissante qui rend ces idées mêmes plus vivantes et qui les hausse en vérité<sup>183</sup>... ».

Je ne veux pas terminer sur des images mais sur des faits. [...] Vous savez à quel point les images n'ont jamais été qu'une démonstration, un complément d'explication de ce que ma parole n'aurait jamais pu vous donner et comment les mille deux cents projections qui ont défilé au cours de cette année ont toujours été des démonstrations rigoureuses de ce que je venais de dire ou des réalités que nous mettions en face de vous pour en pénétrer le sens<sup>184</sup>.

-----

1. Kahn, 1918, p. 69.

2. *Autour du monde*, 1993 ; Beausoleil, Ory (éd.), 1995 ; *Albert Kahn*, 2015.

3. Scheuer, 2010 ; Amad, 2010 ; Winter, 2006 ; Castro, 2008. À paraître : Björli, Jakobsen (éd.), 2019 ; Marinone (éd.), 2019. Thèses en cours : Genoudet, Sigaud, Toubert.
4. Musée départemental Albert-Kahn, Perlès (éd.), 2019.
5. Ce texte est la version remaniée d'un travail de master 2 de recherche en histoire contemporaine, financé par le département des Hauts-de-Seine dans le cadre de la formation continue, préparé sous la direction d'Olivier Forcade et soutenu en 2016 à Sorbonne Université : Sigaud, 2016.
6. Voir dans cet ouvrage la chronologie indicative ; voir aussi Corneloup, 2015.
7. Rosanvallon, 2006, emplacement 7941.
8. *Ibid.*, emplacement 7766 ; Charle, 2006.
9. Ernest Lavis : historien, conseiller de plusieurs ministres de l'Instruction publique, grand inspirateur de la réforme du système scolaire et universitaire français. Auteur de manuels d'histoire de référence qui lui ont valu d'être qualifié d'« instituteur national » (Nora, 1962). Il dirige l'École normale supérieure de 1903 à 1919. Voir Leduc, 2016.
10. Ferdinand Buisson : philosophe et professeur de pédagogie. Protestant libéral, libre-penseur, député radical. Directeur de l'enseignement primaire (1879-1896), théoricien de l'enseignement laïc et de l'éducation populaire, président de la Ligue de l'enseignement (1902-1906), président de la Ligue des droits de l'homme (1914-1926). Artisan du rapprochement franco-allemand, Prix Nobel de la paix 1927. Voir Cabanel, 2016.
11. Louis Liard : philosophe, directeur de l'enseignement supérieur (1884-1902), vice-recteur de l'académie de Paris (1902-1917). Protagoniste de la réforme universitaire de 1896, il ouvre notamment la possibilité aux universités de recevoir des dons privés. Voir Renaut, 1995.
12. Rosanvallon, 1992, p. 490-505.
13. *Ibid.*
14. Charle, 1994, p. 343.
15. Léon Bourgeois : avocat, préfet puis ministre radical, président de la Chambre des députés puis du Sénat. Théoricien du solidarisme et du radicalisme, président de la Ligue de l'enseignement (1884-1898), délégué de la France aux conférences internationales de la paix à La Haye (1899, 1907), membre de la cour d'arbitrage international de La Haye (1903), président de la Société des Nations (1919), Prix Nobel de la paix 1920. Voir Niess, Vaïsse (éd.), 2006.
16. Paul d'Estournelles de Constant : diplomate puis parlementaire centriste, héraut du pacifisme libéral et juridique, délégué français aux conférences internationales de la paix à La Haye, animateur des relations interparlementaires. Promoteur des relations franco-américaines, il dirige le centre européen de la Dotation Carnegie pour la paix internationale à partir de 1911. Acteur du rapprochement franco-allemand, Prix Nobel de la paix 1909. Voir Barcelo, 1995.
17. Fabre, 1993 ; Guieu 2012 ; 2017.
18. Brunhes, 1913-b, p. 38.
19. Voir dans cet ouvrage Anne Sigaud, « Les "films Kahn" pendant la guerre : un empilement de logiques »
20. Prochasson, Rasmussen, 1996.
21. Cooper, 1991.
22. Horne, 1997-a ; 1997-b.

23. Archives Albert Kahn (désormais AAK), collection artificielle « correspondance Brunhes » (désormais AAK, CB), copie d'une lettre d'Albert Kahn à Jean Brunhes, 27 octobre 1914, original non localisé.
24. Archives nationales (désormais AN), 20020476-385, rectorat de l'académie de Paris, Société des amis de l'Université de Paris.
25. AAK, répertoire des projections [des photographies] à l'extérieur.
26. AN, fonds privé Jean Brunhes (désormais AN, 615 AP), 615 AP 44, carnets de notes de Jean Brunhes ; Service historique de la Défense (désormais SHD), 16 N 1632, Grand Quartier général, 2<sup>e</sup> bureau, voyages au front.
27. Voir dans cet ouvrage Véronique Goloubinoff, Ronan Guinée, Anne Sigaud, « La couverture du front en autochromes en 1917 »
28. Les originaux, déposés par la famille Brunhes, sont conservés au musée Albert-Kahn mais ne font pas partie du fonds Archives de la Planète.
29. AN, fichier central de la Sûreté générale, dossiers individuels, 1994057-11, dossier « Kahn, Abraham (dit Albert) ».
30. Voir dans cet ouvrage Joëlle Beurier, « Un scoop dans les archives d'Albert Kahn ! »
31. André Bernardel est le fils du luthier de l'orchestre Colonne, avec lequel Albert Kahn entretient des relations privilégiées. Les tirages de Robert Chastenot sont accompagnés de lettres de sa main adressées à « M. Bonnet », un familier d'Albert Kahn. Le seul usage connu de ces images est restreint à la sphère privée, leur projection ayant été réservée à M. Bonnet et aux parents d'André Bernardel.
32. Les vues de guerre ne résument cependant pas l'activité du laboratoire. Nous excluons de l'étude les plaques enregistrées pendant la guerre mais réalisées auparavant, des séries envoyées d'Indochine et les photographies représentant les jardins d'Albert Kahn.
33. Ginsburger, Sigaud, 2019.
34. Voir dans cet ouvrage Emmanuelle Devos, « Les campagnes de Jules Gervais-Courtellemont »
35. AN, 615 AP 44, *op. cit.*
36. AN, 615 AP 97, lettre du directeur du service de la 10<sup>e</sup> région à Jean Brunhes, Rennes, 28 septembre 1917.
37. AN, 615 AP 32, transcription dactylographiée de la leçon de Jean Brunhes au Collège de France (désormais AN, CdF et date) du 3 avril 1916.
38. *Ibid.*
39. Cours du 11 janvier 1915, publié dans *La Revue* : Brunhes, 1915-a.
40. AAK, collection artificielle « Collège de France » (désormais AAK, CdF et date), transcriptions dactylographiées des leçons de Jean Brunhes au Collège de France des 18 et 25 janvier 1915.
41. Propos résumés dans *Le Correspondant* : Brunhes, 1915-b.
42. Dans un contexte général qui jusqu'aux années 1910 voit la science et l'université françaises s'épanouir sous l'effet d'une dynamique de tension constante entre émulation et rivalité avec l'Allemagne, l'école française de géographie humaine fait grand cas des travaux de Ratzel (Robic, 2014). Le déclenchement du conflit conduit ses anciens admirateurs à automatiquement relativiser l'influence de l'Allemagne sur la pensée française.

43. Le déterminisme postule une grande dépendance de l'homme aux déterminants des conditions géographiques. Le possibilisme valorise la capacité d'initiative de l'homme, ses possibilités d'agir sur son environnement.
44. Voir dans cet ouvrage la contribution de Nathalie Boulouch.
45. *Les Atrocités en France*, 1915.
46. AAK, CdF, 18 janvier 1915.
47. Sur la teneur et les porteurs du discours, voir Prochasson, Rasmussen, 1996 ; Rasmussen, 2014.
48. Il cite l'abbé Wetterlé, qui défend l'idée d'« une seule Allemagne » contre des esprits plus prudents qui se refusent à amalgamer la totalité du peuple allemand.
49. Paul Appell, discours d'ouverture de la séance publique des cinq Académies du 26 octobre 1914, extraits reproduits dans le *Bulletin de la société Autour du Monde*, janvier 1915.
50. Alfred Croiset, discours de rentrée de la faculté des lettres, 5 octobre 1914, extraits reproduits dans le *Bulletin de la société Autour du Monde*, janvier 1915.
51. Il cite *La Science allemande* de Pierre Duhem : voir Duhem, 1915.
52. Émile Boutroux, « Lettre au directeur de la *Revue des deux mondes* », 15 octobre 1914, extraits reproduits dans le *Bulletin de la société Autour du Monde*, janvier 1915. Brunhes cite ce propos tel que relayé par Émile Hovelaque dans *La Revue du mois*, 30 décembre 1914.
53. Croiset, *op. cit.*
54. Voir dans cet ouvrage Nicolas Ginsburger, « Jean Brunhes, derrière les autochromes : réseaux et combats d'un intellectuel en Grande Guerre (1912-1922) »
55. Brunhes, 1915-a, p. 414-421 ; AN, CdF, 13 décembre 1915.
56. Norman Angell : économiste et pacifiste britannique. Dans *La Grande Illusion*, paru en 1910, il déclare que l'interdépendance économique mondialisée rend désormais la guerre impossible. Prix Nobel de la paix 1933.
57. Théodore Ruysen : philosophe, fondateur en 1897 de l'association française pacifiste pionnière La Paix par le droit. En 1913, il fait scandale en France après avoir donné une série de conférences prônant l'autonomie de l'Alsace afin de favoriser le rapprochement allemand. Voir Fabre, 1993.
58. Romain Rolland : écrivain, il est une des rares voix à dénoncer l'engagement des intellectuels dans la guerre comme une faute de l'esprit. Un recueil de ses articles parus dans *Le Journal de Genève* paraît en 1915 sous le titre *Au-dessus de la mêlée*.
59. AN, CdF, 13 décembre 1915 : « Ce qui existe au-dessus de la mêlée des peuples, ce n'est pas le personnage auquel nous pensons tous, ce sont les syndicats des grands intérêts capitalistes. »
60. AAK, CdF, 18 janvier 1915.
61. Brunhes, 1915-a, p. 424-425.
62. AN, CdF, 31 janvier 1916.
63. AAK, CdF, 27 mars 1916.
64. Voir dans cet ouvrage Ginsburger, *op. cit.*
65. AAK, CB, lettre d'André Cazamian à Jean Brunhes, 27 janvier 1915 (souligné dans le texte).
66. AN, ministère de l'Intérieur, police générale, F 7 13086, 13371, 13961.

67. Paul Otlet : avocat belge, militant pacifiste, cofondateur en 1895 de l'Office international de bibliographie et en 1920 d'un Palais mondial-Mundaneum. Présent à Paris en 1917, il milite pour la création d'une Société des Nations.
68. La seule enquête sérieuse le concernant directement date de 1919, moment où il installe une imprimerie privée à Boulogne. Ceci le rend potentiellement suspect d'intentions révolutionnaires. AN, 1994057-11, *op. cit.*
69. En 1914, on ne compte en réalité pas de « membres correspondants » mais deux « membres d'honneur » allemands : le directeur de la Deutsche Bank Arthur von Gwinner et le directeur de l'Observatoire de Berlin Wilhelm Foerster. Ce dernier est un agent important du rapprochement franco-allemand d'avant et d'après-guerre, dont l'ouverture d'esprit aux positions défendues par la France est exceptionnelle : voir Lorrain, 1999.
70. AAK, archives de la société Autour du Monde (non cotées), boîte 3 (désormais AAK, SAM, numéro de boîte) : dans une lettre lue en séance de bureau le 21 mai 1915, Félicien Challaye prie « qu'on n'aille pas contre le passé du Cercle, contre les principes même de notre groupe, en rejetant des personnes pour des questions générales ».
71. AN, 615 AP 116, lettre de Jean Brunhes à Émile Saillens, 24 mai 1916.
72. AAK, SAM, 2, procès-verbal de la réunion de bureau du 8 janvier 1910, intervention d'Émile Hovelaque.
73. *Bulletin de la société Autour du Monde*, octobre 1915, p. 119.
74. AAK, SAM, 3, procès-verbal de la réunion de bureau du 7 février 1915.
75. *Ibid.*, 28 mars 1915.
76. L'emploi de guillemets s'impose car l'Effort de la France et de ses alliés est en réalité une couverture de l'action de propagande du ministère des Affaires étrangères. Le siège de l'association est d'ailleurs transporté à la Maison de la presse en octobre 1916 : voir Montant, 1988.
77. AN, 615 AP 33, lettre de Paul Labbé à Jean Brunhes, s.d. [28 avril 1916].
78. Nouailhat, 1977, p. 290-295.
79. Voir dans cet ouvrage Ginsburger, *op. cit.*
80. AN, 615 AP 98, lettre d'Émile Haguenin à Jean Brunhes, 3 juillet 1916.
81. Voir dans cet ouvrage la contribution de Nicolas Ginsburger.
82. AN, Assemblée nationale, C 7490, procès-verbal de la réunion de la Commission des affaires extérieures de la Chambre, 29 mars 1916.
83. Voir dans cet ouvrage Ginsburger, *op. cit.*
84. L'internement civil est un régime d'assouplissement du statut de prisonnier de guerre qui permet à certains captifs d'être retenus en pays neutre sous contrôle de la Croix-Rouge internationale plutôt qu'en camp de prisonniers en pays ennemi. Voir Becker, 1998.
85. Cette série n'est commentée au Collège de France qu'à partir de janvier 1917.
86. AAK, répertoire des projections [de photographies] extérieures, p. 31-42.
87. AAK, fonds Rigal, copie de texte dactylographié, n.s., s.d. [11 mai 1917], orthographe conservée.
88. AAK, CdF, 3 décembre 1917.
89. *Ibid.*

90. Seignobos est nommément désigné et Lavissee est visé avec lui par la critique de la faiblesse de l'enseignement de l'histoire dans le secondaire : leçon du 13 décembre 1915, *op. cit.* Charles Seignobos : historien de sensibilité socialiste, spécialiste d'histoire politique et de méthode historique appliquée aux sciences sociales, impliqué en 1900-1910 dans la réforme des programmes de l'enseignement secondaire. Voir Prost, 1994.
91. Leçon du 9 décembre 1912, publiée dans les *Annales de géographie* : Brunhes, 1913-a.
92. AAK, CdF, 20 janvier 1913.
93. AAK, CdF, 3 décembre 1917.
94. *Ibid.*
95. La relativisation du poids du déterminisme terrestre est une constante de l'école vidalienne dont il se réclame. Voir Brunhes, 1914 et la critique de la notion de race qui traverse toute la réflexion sur les Balkans de 1912-1914.
96. Robic, 2014.
97. Lowczyck, 2015.
98. Columbia University, Butler Papers, box 213, lettre d'Albert Kahn à Nicholas Murray Butler, 24 décembre 1918.
99. Bouchard, 2015.
100. Kahn, 1918, p. 73.
101. *Ibid.*, p. 2.
102. *Ibid.*, p. 3. La correspondance d'Albert Kahn avec le diplomate Ichiro Motono montre qu'en octobre 1916 ce dernier étudiait la possibilité d'une antenne japonaise : *Bulletin de la société Autour du Monde*, octobre 1918.
103. Kahn, 1918, p. 38.
104. *Ibid.*, p. 40.
105. Rosanvallon, 1998, p. 349.
106. *Ibid.*
107. *Ibid.*, p. 348.
108. *Ibid.*, p. 347.
109. La contemporaine, Q, pièce 1033, mentionnée dans Naquet, 1995, p. 334.
110. *Ibid.*
111. Publication d'extraits de correspondance (1914-1918) dans le *Bulletin de la société Autour du Monde*, octobre 1918.
112. Archives diplomatiques, 29 PAAP 16, 20 novembre 1916 : « Bien entendu, je ne parle pas comme membre du gouvernement. Je suis ici ce que j'étais quand nous nous sommes réunis pour la première fois, simplement l'un d'entre vous », c'est-à-dire avant sa nomination comme ministre d'État le 29 octobre 1915 dans le cabinet Briand V.
113. En septembre 1915, Motono mentionne Hanotaux, Lavissee et Bourgeois. La réunion d'organisation du comité du 10 mai 1916 mentionne Bourgeois, Appell, Baudoin, Buisson, Boutroux, Jouhaux, Poisson, Peyerimhoff. En décembre 1918, Albert Kahn mentionne Lavissee, Liard, Appell, Bergson et Bourgeois.
114. François de Wendel, Henri de Peyerimhoff, Henri et Eugène Schneider.

115. Léon Jouhaux, Auguste Keufer.
116. Ernest Poisson.
117. Édouard Fuster.
118. Roger Picard, William Oualid, Edgard Milhaud.
119. Voir dans cet ouvrage Sigaud, *op. cit.*
120. Elles participent à la fondation en 1918 de l'Association française pour la Société des Nations : voir Birebent, 2007 ; Guieu, 2008. Lorsque la Société des Nations sera créée en 1920, Bourgeois en sera le premier président et Hanotaux y représentera la France.
121. Archives départementales de la Sarthe (désormais AD 72), fonds d'Estournelles de Constant, 12 J 145 : des extraits de la déclaration sont reproduits dans le compte rendu de la séance d'ouverture de la Commission interministérielle pour l'étude des conditions dans lesquelles pourrait être constituée la Société des Nations (28 septembre 1917). Cette commission instituée par le président du Conseil Alexandre Ribot est présidée par Léon Bourgeois et compte parmi ses membres Ernest Lavisse, Gabriel Hanotaux et Paul d'Estournelles de Constant.
122. CNESP, *Fascicule*, séance du 16 octobre 1916.
123. Soutou, 2016, p. 137-181.
124. Les Alliés hésitent longtemps avant de soutenir les indépendantistes polonais pour ne pas s'aliéner le concours de la Russie – ils n'envisagent pas une révolution durable – dans la conduite de la guerre.
125. Archives diplomatiques, 29 PAAP 16, *op. cit.*
126. Brunhes, 1917-a, p. 263, cité dans Brunhes, Vallaux, 1921, p. 443.
127. Soutou, 2016, p. 112-132.
128. Voir note 121.
129. Propos résumés dans *Le Correspondant* : Brunhes, 1917-b.
130. Ginsburger, Sigaud, 2019.
131. *L'Histoire de la nation française* dirigée par Gabriel Hanotaux, dont il donne l'introduction, et *La Géographie de l'histoire*, qu'il cosigne avec Camille Vallaux, sont alors en chantier (Hanotaux, 1920 ; Brunhes, Vallaux, 1921).
132. Paul Painlevé : mathématicien et professeur de physique mécanique. Libre-penseur, député indépendant de sensibilité radicale-socialiste, il est pendant la guerre successivement ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, ministre de la Guerre, président du Conseil. Il fréquente la société Autour du Monde depuis sa création. Depuis 1911, il préside l'Office central des nationalités, fondé entre autres avec l'historien Charles Seignobos. Voir Anizan, 2012.
133. AN, CdF, 17 décembre 1917.
134. *Ibid.*
135. *Ibid.*
136. AAK, CdF, 12 décembre 1917.
137. *Ibid.*
138. Voir dans cet ouvrage Ginsburger, *op. cit.*
139. Lowczyk, 2010.



140. À partir de 1918, le nombre des géographes sera cependant renforcé et Brunhes lui-même finira par être appelé *in extremis* en 1919 pour rédiger une notice (vivement contestée...) sur les frontières de l'Albanie. Voir Ginsburger, 2010, p. 650.
141. *Ibid.*, p. 590-597.
142. Schmauch, 2004.
143. Archives diplomatiques, papiers André Tardieu, 166 PAAP 85, lettre d'André Tardieu à la SPCA, 22 mars 1918.
144. AN, AJ 30 107, bureau d'études d'Alsace-Lorraine, propagande par le cinématographe, minute dactylographiée, s.d. [avril 1918].
145. AN, AJ 30 338, Service d'Alsace-Lorraine, note sur la propagande, 25 mai 1918.
146. AAK, fonds Rigal, copie de la fiche matricule de Georges Chevalier.
147. Archives départementales du Haut-Rhin, 16 AL 2/144 et 16 AL 2/193, ordres de mission des 2 et 3 juillet 1918.
148. AN, AJ 30 92, Service d'Alsace-Lorraine, note sur la propagande, 20 septembre 1918.
149. AN, AJ 30 104, Service d'Alsace-Lorraine, ordre de mission du 16 septembre 1918.
150. AN, 615 AP 110, lettre de recommandation du 5 décembre 1918.
151. AN, 615 AP 37.
152. L'Union des grandes associations françaises contre la propagande ennemie (UGAFCPE), créée en mars 1917, centralise la totalité des structures privées et publiques de propagande patriotique. Elle coordonne pour le compte de l'État toutes les actions de propagande exercées sur le territoire français. Albert Kahn est affilié à deux associations qui y sont représentées, l'Union amicale d'Alsace-Lorraine et le Comité d'information et d'action auprès des Juifs des pays neutres.
153. Albert Kahn est proche de la Ligue de l'enseignement. Fondée par Léon Bourgeois et Fernand Buisson, elle abrite le premier siège du Comité de conciliation internationale.
154. AN, AJ 30 338, *op. cit.* : lorsque le bureau d'études d'Alsace-Lorraine est dissous, ses archives mentionnent que ces films devront être remis à l'Union amicale d'Alsace-Lorraine ou à M. Kahn.
155. Horne, 1997-b.
156. Charle, 1990.
157. Rosanvallon, 1998, p. 333-341.
158. Voir dans cet ouvrage Sigaud, *op. cit.*
159. Kahn, 1918, p. 23.
160. *Ibid.*, p. 1.
161. Columbia University, Butler Papers, box 213, *op. cit.*
162. Conférence « Que sera la France de demain ? » donnée à l'Alliance d'hygiène sociale le 13 avril 1915 ; extraits reproduits dans le *Bulletin de la société Autour du Monde*, juillet 1915, p. 3-7.
163. Kahn, 1918, p. 4.
164. *Ibid.*, p. 72.
165. *Ibid.*, p. 73.
166. Émile Borel : mathématicien, directeur adjoint de l'École normale supérieure (1910-1920), engagé volontaire en 1914. Membre de la Ligue des droits de l'homme, pacifiste. Futur député radical-socialiste. Membre associé de la société Autour du Monde depuis sa création.

167. Renouvin, 1925, p. 88-89.
168. Blum, 1917, p. 468-469.
169. AAK, fonds Ducellier, *Nos fondations*, tapuscrit, 3 mai 1933.
170. *Ibid.*, 28 mars 1932.
171. AN, 94 AP 401, note d'Albert Thomas du 22 mai 1918. Document communiqué au musée Albert-Kahn par Didier Schulmann.
172. Lalouette, 2001, emplacement 3388-3537.
173. Kahn, 1918, p. 39.
174. *Ibid.*
175. *Ibid.*
176. *Ibid.*
177. Base Léonore, dossier de Légion d'honneur 19800035/0331/44575.
178. Kahn, 1918, p. 23.
179. Sigaud, 2019-a.
180. Kahn, 1918, p. 39.
181. AN, CdF, 7 février 1916.
182. Brunhes, 1914, p. 7.
183. *Ibid.*, p. 8.
184. AN, CdF, 3 avril 1916.